

BANQUE CENTRALE DU CONGO



Note de conjoncture économique au 16 août 2024

Août 2024

La présente note de conjoncture économique vise à examiner l'environnement économique international ainsi que le développement économique national pour la période du 9 au 16 août 2024.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR

L'environnement économique mondial reste marqué par les inquiétudes quant au retour de l'inflation autour de la cible ou fourchette de cible fixée par les banques centrales et de l'orientation future de la politique monétaire de celles-ci. En effet, après une forte décélération observée entre la mi-2022 et fin 2023 à la faveur des politiques monétaires restrictives et de l'effondrement des cours de matières premières, le rythme de la désinflation a ralenti depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution tient notamment du maintien de la hausse des prix des services, conjuguée aux risques de la matérialisation des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des marchés de l'énergie avec l'intensification des tensions géopolitiques. Cela est de nature à conduire les banques centrales, particulièrement les grandes banques centrales des pays avancés à demeurer prudente quant au changement de leur orientation monétaire. Le maintien de l'orientation restrictive devrait continuer à peser sur les conditions financières des économies émergentes et en développement, déjà exposées à des niveaux d'endettement élevé.

Pour rappel, avec la tendance observée entre juillet 2022 et décembre 2023 caractérisée par une forte baisse de l'inflation, les grandes banques centrales des grandes économies envisageaient un début de l'assouplissement monétaire à travers la baisse des taux d'intérêt. D'après les statistiques de la Banque mondiale, l'inflation globale mondiale est passée de 9,4 % en juillet 2022 à 4,9 % en décembre 2023, soit un niveau qui reste supérieur aux fourchettes cibles de banques centrales de ces pays. Bien que la tendance baissière se soit poursuivie en 2024, le rythme de la désinflation a ralenti en raison des facteurs relevés ci-haut, influençant les banques centrales à maintenir encore pendant une certaine période l'orientation restrictive de leur politique monétaire. En outre, les prévisions renseignent que l'inflation globale devrait atteindre des niveaux conformes aux objectifs d'inflation moyenne des pays en 2025-2026. Pour 2024, la Banque mondiale prévoit une inflation de 3,5 %.

Toutefois, face aux risques qui pèsent sur les perspectives de l'inflation globale mondiale, il est impérieux pour les banques centrales de se donner une marge de manœuvre au cas où les risques inflationnistes se matérialiseraient. En cas d'un assouplissement de l'orientation monétaire, elle devrait se faire en fonction d'une plus grande modération des prix des services. S'agissant des économies émergentes et en développement, il est recommandé des politiques monétaire et budgétaire souples, afin de s'adapter à des possibles chocs associés au processus de désinflation.

III. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR

La conjoncture économique intérieure, au cours de la semaine sous revue, est caractérisée par une stabilité sur les principaux marchés.

2.1. Secteur réel

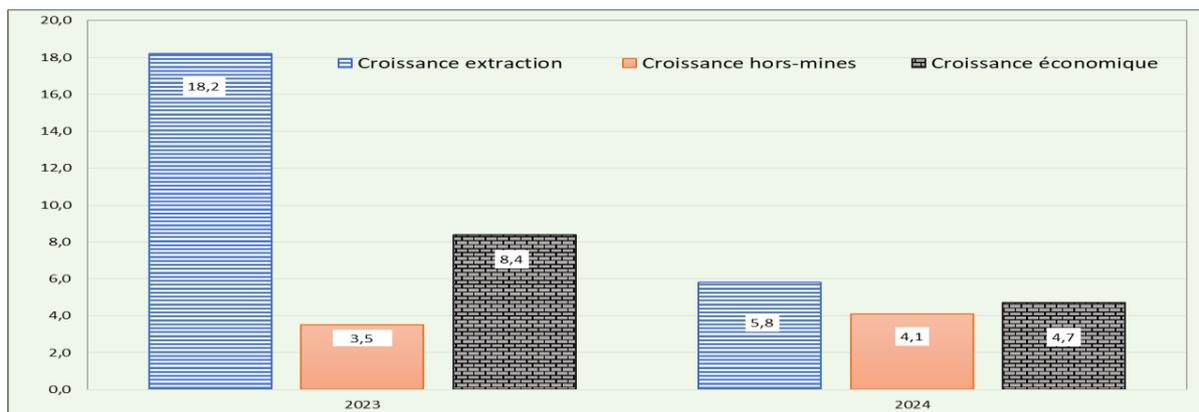
L'économie congolaise devrait rester sur le sentier d'une croissance soutenue et supérieure à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne. En outre, le renforcement des mesures de stabilisation engagées depuis le mois de juillet 2023 devrait contribuer au ralentissement de l'inflation en 2024 par rapport à l'année précédente.

2.1.1. Activité économique

Les projections indiquent un taux de croissance de 4,7 % en 2024 contre celui de 5,3 % prévu initialement.

Dans un contexte de ralentissement des prix intérieurs comparativement à l'année précédente, les activités non extractives seront soutenues notamment par la poursuite de la mise en œuvre des programmes du Gouvernement, notamment le PDL-145T, ainsi que la bonne tenue des industries manufacturières et du commerce.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel (%)



Source : Cadrage FMI.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

En juillet 2024, les chefs d'entreprise demeurent globalement confiants quant aux bonnes perspectives de la conjoncture économique en République Démocratique du Congo. Le solde global de leurs opinions est ressorti à **+36,0 %** contre **+35,9 %** un mois plus tôt.

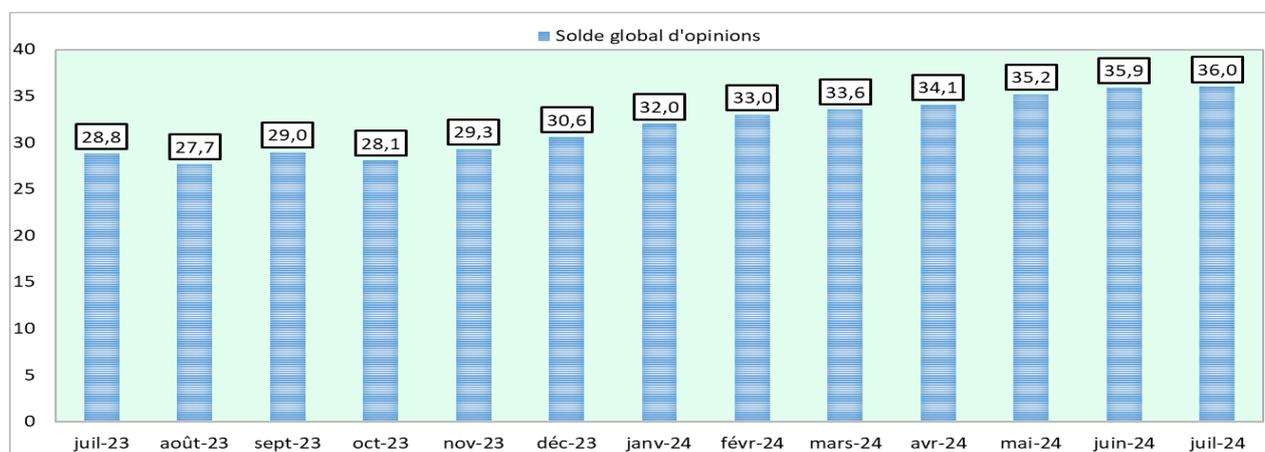
Ce maintien de confiance est le reflet de l'optimisme qui caractérise l'ensemble des secteurs d'activité de l'économie nationale, avec, à la clé, l'Industrie Extractive et les Services, lesquels ont contribué, de par leurs poids, au maintien de la bonne tendance de l'évolution de l'activité économique, observé au cours du mois sous revue. Cette évolution de la conjoncture de l'économie congolaise reste soutenue par des perspectives plus ou moins favorables de l'environnement économique

mondial qui reste résiliente et laisse entrevoir de bonnes tendances, notamment dans les économies émergentes, dont bon nombre entretiennent des échanges commerciaux avec la RD Congo.

En effet, dans les **Industries Extractives**, l'optimisme qui caractérise les chefs d'entreprises en raison du maintien des cours à un niveau favorable, traduit un solde brut d'opinions passant, d'un mois à l'autre, de +38,9 % à +39,4 %.

Quant aux **Services**, la confiance des opérateurs dans cette branche d'activité s'est de nouveau poursuivie, attestée par un solde d'opinions qui s'est hissé à +20,6 % contre +19,2 % un mois auparavant. Cette évolution est consécutive à l'effervescence que connaissent les marchés de télécommunication et l'expansion des services d'hôtellerie et restauration, ainsi que de transport en cette période de grandes vacances.

Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions de chefs d'entreprises (en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant de la branche « **Electricité et Eau** » elle demeure dans la zone de confiance avec une hausse de +26,4 % du solde d'opinions en juillet contre +25,2 % en juin. Cette situation est attribuable à la mise en œuvre des dispositions prises par le Gouvernement pour accentuer la production et améliorer la desserte en électricité et en eau potable. Dans une autre mesure, les effets de la baisse de la pluviométrie sur le volume de production ont été plus ou moins maîtrisés et les perspectives s'affermissent de plus en plus quant à l'aboutissement des travaux entrepris pour la remise des usines de production de l'électricité et de l'eau potable en état normal de fonctionnement.

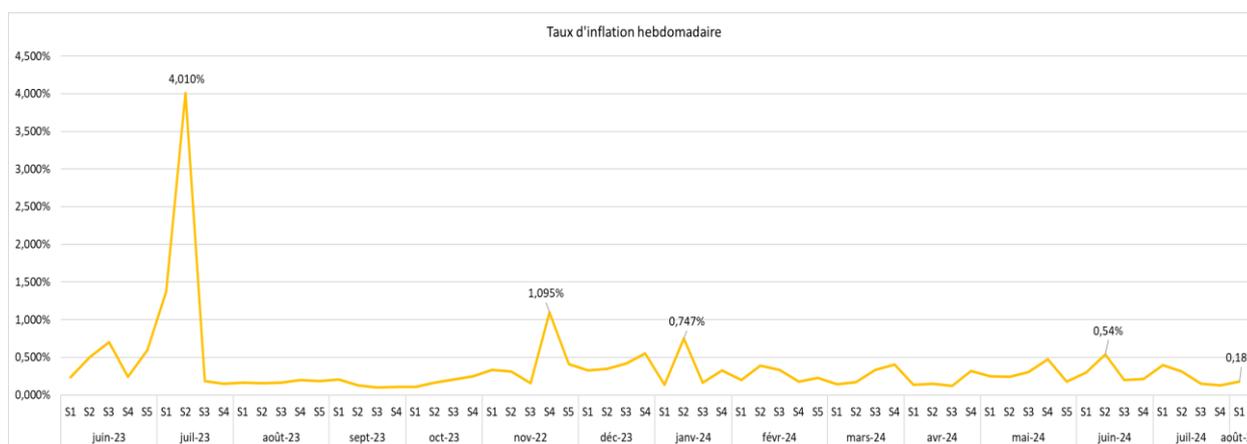
Concernant le secteur de la **Construction**, il continue de faire preuve d'une confiance soutenue par rapport à l'évolution de l'activité tant dans le génie civil que le bâtiment, confirmé par un solde brut d'opinions de +44,3 %, contre +43,4 % un mois plus tôt.

2.1.3. Marché des biens et services

Au 16 août 2024, l'inflation hebdomadaire est ressortie à 0,176 % contre 0,185 % la semaine précédente, portant le cumul annuel à 9,04 %.

Les fonctions de consommation ayant contribué à l'inflation hebdomadaire sont notamment « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », dont la contribution à l'indice global est de 63,73 %, suivi de « Biens et services divers », « Transports », « Restaurants et hôtels », et « Loisirs et culture », lesquels ont enregistré des contributions respectives de 8,78 %, 7,46 %, 4,99 % et 4,47%, d'une semaine à l'autre.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire 2023-2024



Source : Banque Centrale du Congo.

En glissement annuel et en annualisé, l'inflation s'est établi respectivement à 15,30% et 14,62 % contre une réalisation de 23,8 % à fin décembre 2023 et une prévision de 11,3 % à fin décembre 2024.

2.2. Finances Publiques

La gestion des finances publiques au cours de sept premiers mois a été caractérisée par un niveau important des ressources publiques et ce, comparativement à la période correspondante de l'année passée. Cette tendance haussière est le fait principalement de l'effort de service, sur fond des rentrées au titre d'impôts directs et indirects ainsi que de la parafiscalité.

Cependant, l'histoire économique récente du pays renseigne qu'en raison de la cyclicité des recettes liée au système fiscal congolais et au regard des contraintes pour le Gouvernement d'ajuster à la baisse ses dépenses, la situation financière de l'Etat se détériore souvent à partir du mois d'août de chaque année par la consommation systématique des marges de trésorerie.

C'est ainsi qu'en l'absence d'appuis budgétaires conséquents pour compenser le gap de financement, le Trésor serait obligé de multiplier les émissions des titres publics parfois non programmées. Cette situation traduirait le manque de prévisibilité de l'Etat vis-à-vis du marché intérieur des titres de la dette, lequel est détenu par une poignée des banques.

2.2.1. Exécution du PTR de l'Etat au mois d'août 2024

Les statistiques arrêtées au 14 août courant renseignent que l'exécution du plan de trésorerie de l'Etat s'est clôturée par un déficit de 196,2 milliards de CDF contre celui programmé de 653,8 milliards pour le mois. Ce gap a été entièrement financé par une quotité de la marge de trésorerie à hauteur de 342,8 milliards de CDF dont une partie a permis au Gouvernement de rembourser les titres échus chiffrés à 146,6 milliards. Cette situation appelle de la part du Trésor la révision du cadre d'émission des titres publics en ce concerne principalement le programme d'émission.

A la période indiquée, le solde budgétaire intérieur est également déficitaire de 183,8 milliards de CDF contre celui programmé de 639,1 milliards. Ce résultat serait moins reluisant si les OPI en attente d'instruction à la BCC d'un import de 1.080,2 milliards de CDF étaient entièrement exécutés. Ces derniers concernent uniquement les arriérés de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat.

➤ Evolution des recettes au 14 août 2024

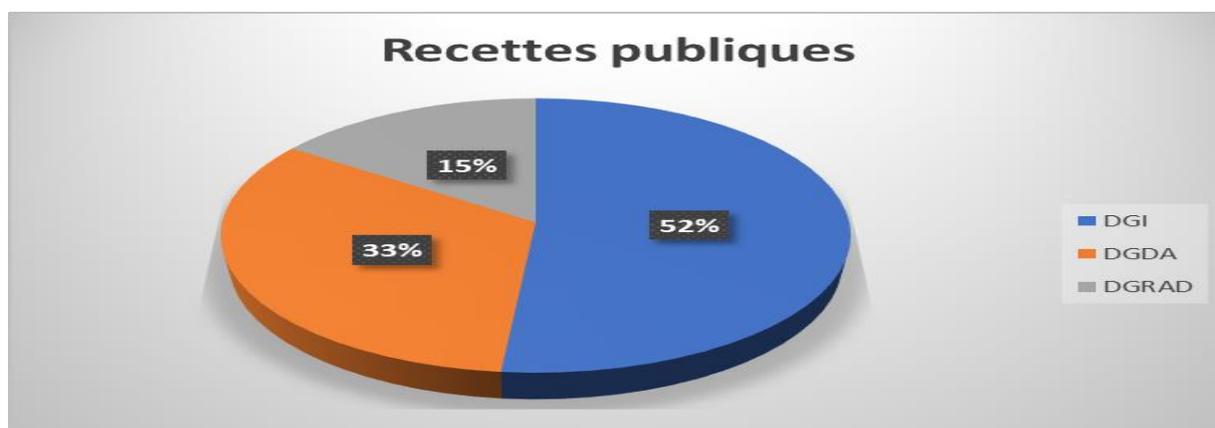
A la quinzaine du mois sous revue, les ressources mobilisées par les régies financières ont atteint 532,7 milliards de CDF, enregistrant ainsi un taux de mobilisation de 34,5% par rapport aux assignations du mois.

L'analyse par poste révèle que les recettes fiscales se sont établies à 448,2 milliards de CDF, représentant 84,1 % du total des ressources mobilisées. En effet, les impôts directs et indirects encadrés par la DGI ont rapporté 285,2 milliards de CDF contre une programmation de 620,2 milliards, alors que les recettes douanières de la DGDA se sont chiffrées à 183,0 milliards de CDF contre une prévision de 587,7 milliards.

S'agissant des recettes non fiscales sous l'encadrement de la DGRAD, elles ont ramené 84,5 milliards de CDF au Trésor public contre une projection de 283,3 milliards pour le mois.

En termes de contribution, l'apport de la DGI a été de 52%, suivi de la DGDA avec 33% et celui de la DGRAD de 15 % tel que repris dans le diagramme ci-dessous.

Graphique 4. Contribution des régies financières au 14 août 2024



Source : Banque Centrale du Congo, à partir du plan de trésorerie du secteur public du Ministère des Finances (DGTCF).

➤ Evolution mensuelle des dépenses au 14 août 2024

Dans un contexte de la gestion sur base caisse, le rythme des dépenses du Trésor a également suivi la trajectoire des recettes publiques. En effet, sur un montant prévisionnel de 2.197,9 milliards pour le mois, le taux d'exécution a été de 33 % pour s'établir à 728,9 milliards.

Comme à l'accoutumée, les dépenses courantes ont constitué l'essentiel des décaissements. Ces dernières ont été exécutées à hauteur de 456,4 milliards de CDF contre une prévision mensuelle de 1.476,8 milliards, soit 62,6 % de l'enveloppe globale.

Deux postes ont été mis en exergue, à savoir « subventions » ainsi que « frais de fonctionnement des institutions et ministères » avec des allocations respectives de 202,8 milliards de CDF et 140,5 milliards.

Concernant spécialement la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat, il y a lieu d'indiquer qu'à ce jour le taux d'exécution est de 11 % par rapport à l'enveloppe mensuelle fixée à 674,3 milliards de CDF.

S'agissant des dépenses en capital, leur taux d'exécution demeure faible. En effet, sur un montant prévisionnel de 376,1 milliards de CDF, les décaissements se sont chiffrés à 13,1 milliards.

Il est donc proposé d'intensifier les efforts de mobilisation afin de permettre au Trésor d'assurer l'exécution des dépenses prévues.

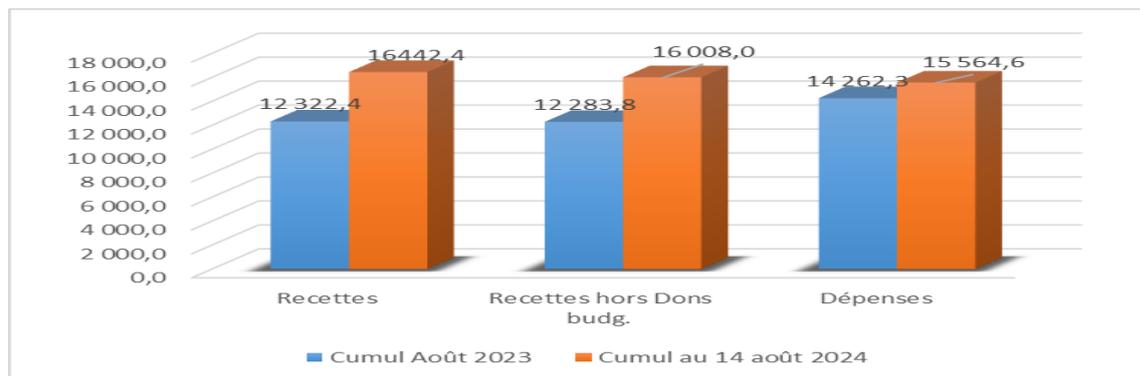
Par ailleurs, en cumul annuel, au 14 août 2024, la situation financière de l'Etat affiche un excédent de trésorerie de 877,6 milliards de CDF contre un déficit de 623,5 milliards retenu dans le plan de trésorerie prévisionnel.

A la période sous examen, les recettes cumulées ont atteint 16.442,4 milliards de CDF, enregistrant ainsi une plus-value de 10,5 % par rapport aux assignations. En neutralisant les appuis budgétaires reçus des partenaires évalués à 434,4 milliards de CDF, les recettes des régies financières s'élèvent à 16.008,0 milliards de CDF, niveau largement supérieur par rapport à la programmation du PTR de l'Etat.

Sur la base de ces réalisations et en prenant en compte les prévisions pour le reste de l'année, les services mobilisateurs sont invités à redoubler d'efforts afin d'atteindre, voire de dépasser, les objectifs budgétaires fixés pour les recettes internes (24.549,8 milliards de CDF) ainsi que ceux du PTR (26.000,0 milliards de CDF) et du Programme FEC avec le FMI (25.189,3 milliards de CDF).

Du côté des dépenses publiques, elles se sont chiffrées, en cumul annuel, au 14 août 2024, à 15.564,8 milliards de CDF contre une projection de 13.966,1 milliards. Cette surconsommation a été entièrement prise en charge par des moyens de financement sains.

Graphique 5. Evolution des recettes hors dons budgétaires et dépenses (en milliards de CDF)



Source : BCC, sur base du Plan de Trésorerie de l'Etat du Ministère des Finances (DGTCP).

2.2.2. Situation des Bons et Obligations du Trésor

Les résultats de l'adjudication du 13 août 2024 indiquent que sur un montant de 100,0 milliards de CDF annoncé par le Trésor, ce dernier a levé 119,2 milliards de CDF présentés par les banques commerciales au titre d'Obligations du Trésor indexées d'une maturité de 1 an et 6 mois. Le pourcentage adjugé au prix limite accepté était de 83,9 % avec un taux de couverture de 119,2 %.

A la même date, le Trésor a levé 139,1 millions de USD au titre d'Obligations du Trésor émises en dollar américain contre un montant annoncé initialement de 100,0 millions de USD et puis révisé à 50,0 millions de USD. Ces titres sont d'une maturité de 1 an et 6 mois. Le pourcentage adjugé au prix limite accepté était de 100 %, avec un taux de couverture de 278,2 %. Cet engouement traduirait, au-delà de la surliquidité des banques censées accorder du crédit à l'économie, le problème de prévisibilité du Trésor dans la gestion de sa trésorerie.

En ce qui concerne les remboursements des titres échus, le Trésor a, en cumul annuel, au 14 août 2024, remboursé un total de 1.685,1 milliards de CDF dont 1.105,1 milliards au titre des Bons du Trésor et 580,0 milliards d'Obligations du Trésor.

Quant à l'encours global des titres publics, au 14 août 2024, il a atteint 3.131,7 milliards de CDF contre 1.958,5 milliards de CDF la semaine précédente.

2.3. Secteur extérieur

Au cours de la semaine sous analyse, le secteur extérieur a été caractérisé par les faits suivants : (i) stabilité du taux de change sur les deux compartiments du marché, (ii) léger recul du niveau des réserves internationales et (iii) tendance divergente des prix des produits de base essentiels à l'économie congolaise.

2.3.1. Marché des changes et réserves internationales

Au 16 août 2024, le franc congolais a enregistré une légère perte de sa valeur tant sur le marché interbancaire que sur le marché parallèle, avec des dépréciations

respectives de 0,06 % et 0,03 % en rythme hebdomadaire, établissant ainsi les taux à 2.842,93 CDF et 2.872,19 CDF pour un dollar américain. En cumul annuel, la dépréciation du franc congolais s'élève à 5,75 % sur le marché officiel et à 6,50 % sur le marché parallèle.

Les réserves internationales ont atteint 6.059,54 millions de USD au 14 août 2024, correspondant à une couverture de 14 semaines d'importations de biens et services.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 14 août 2024, le cours du pétrole a affiché une hausse de 2,07 % en rythme hebdomadaire, s'établissant à 79,98 USD le baril, poussé par les craintes d'un conflit élargi au Moyen-Orient entre Israël et l'Iran et les premières données hebdomadaires sur les stocks américains, faisant état d'une forte baisse des réserves commerciales de brut d'environ 5,2 millions de barils. Rapproché à la situation de décembre 2023, ce cours affiche un accroissement de 2,71 %.

Le prix de la tonne de cuivre a augmenté de 3,12 %, se fixant 9.077,00 USD, tiré par un mouvement de grève dans la société Escondida, au Chili, qui possède la plus grande mine de cuivre du monde. En effet, un puissant syndicat au sein de cette société cherche à freiner la production sur le site en réclamant une plus grande part des bénéfices. Il sied de mentionner que cette mine représente 5,0 % de la production mondiale de cuivre. Comparé à son niveau à fin décembre, le prix du cuivre indique une hausse de 6,40 %.

S'agissant du cobalt, son cours s'est maintenu à son niveau de la semaine précédente, soit à 25.930,00 USD la tonne. Comparativement à fin décembre 2023, il affiche une baisse de 20,83 %.

Le prix de l'or a grimpé de 3,43 %, s'établissant 2.492,20 USD l'once, porté par les espoirs de réduction des taux d'intérêt américains et les tensions persistantes au Moyen-Orient. Il convient de signaler que les lingots sont traditionnellement considérés comme une protection contre les risques géopolitiques et économiques. Comparé à fin décembre 2023, le prix de l'or fait état d'une hausse de 20,37 %.

Les prix du blé et du maïs ont augmenté respectivement de 0,78 % et 0,81 %, atteignant 199,93 USD et 148,21 USD. Cette hausse est principalement attribuée à des conditions climatiques marquées par la sécheresse. Rapprochés à fin décembre 2023, ces prix renseignent des baisses respectives de 12,47 % et 13,84 %.

2.3.3. Balance des biens

A fin juillet 2024, le compte des biens affiche un excédent cumulé de 3.788,83 millions de USD contre un déficit de 699,34 millions réalisé en juillet 2023. Rapproché au PIB, ce solde représente 5,34 % contre 1,04 % l'année précédente.

2.4. Secteur Monétaire

Le secteur monétaire a été marqué par la tenue de la réunion du Comité de Politique Monétaire en date du 08 août 2024. Celui-ci a décidé de la poursuite du durcissement du dispositif de la politique à travers le relèvement du coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale, lequel est passé de 10 % à 12 %.

2.4.1. Marché monétaire

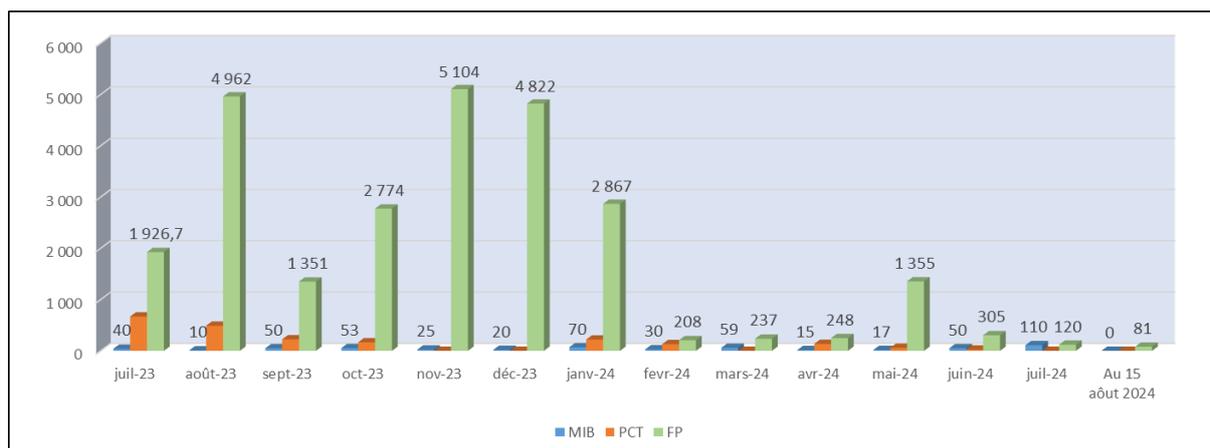
Le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération depuis le début du mois d'août 2024. Cette situation s'explique par un niveau encore élevé de la liquidité bancaire, avec le pic atteint au mois de mai. En cumul annuel au 15 août 2024, il affiche un volume d'opérations de 568,2 milliards.

Par contre, le guichet des facilités permanentes a enregistré un volume d'opérations hebdomadaire de 81,0 milliards de CDF. En cumul mensuel et annuel au 15 août 2024, des volumes d'opérations respectifs de 81,0 milliards et de 5.421,0 milliards de CDF ont été notés. L'année précédente, il s'est observé un volume d'opérations exceptionnel de 21.569,7 milliards.

Le marché interbancaire n'a pas enregistré d'opérations durant la semaine sous étude, contre un volume d'opérations de 110,0 milliards de CDF au mois de juillet 2024. En cumul annuel, au 15 août 2024, il se dégage un volume d'opérations de 351,0 milliards.

Les taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets se sont situés entre 25,0 % sur le marché interbancaire et des prêts à court terme et 26,0 % sur celui des facilités permanentes.

Graphique 6. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.2. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin juin 2024, les dépôts de la clientèle, dans le bilan consolidé du secteur bancaire, se sont situés à 13.405,1 millions de USD, après une hausse mensuelle de 4,1 %. Par structure des monnaies, les dépôts en USD ont accusé une progression mensuelle de 5,3 % contre un recul de 7,0 % pour ceux en CDF. Il sied de signaler que

les dépôts bancaires restent dominés par ceux en devises représentant 90,9 % du total des dépôts. Ceux en monnaies nationales ne représentent que 9,1 %.

En outre, la composition de dépôts a été principalement dominée par les dépôts des entreprises privées, des ménages et ceux des entreprises publiques qui ont représenté respectivement 34,2 % ; 32,6 % et 11,0 % du total, suivis de ceux des petites et moyennes entreprises, des ISBLM et de l'Administration publique. Quant à la répartition par provinces, les dépôts bancaires sont plus collectés dans la ville province de Kinshasa avec 66,74 % du total, suivis des provinces du Haut-Katanga, Lualaba, Nord Kivu, Sud-Kivu et Kongo Central qui représentent respectivement 20,16 %, 4,18 %, 2,87 %, 1,52 % et 1,55 %.

Pour rappel, en 2023, les dépôts de la clientèle se sont accrus de 4,0 % pour s'établir à 12.031,4 millions de USD à fin décembre 2023.

Par ailleurs, les crédits bruts affichent une croissance mensuelle de 5,5 %, s'établissant à 8.210,1 millions de USD contre un niveau de 7.782,3 millions à fin mai 2024. Cette situation résulte principalement des crédits octroyés aux entreprises privées, ménages et entreprises publiques. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits bancaires en USD affichent une croissance mensuelle de 6,6 % alors que ceux en monnaie nationale ont enregistré une baisse mensuelle de 0,1 %.

2.4.3. Les fourchettes d'appels d'offres du bon BCC

Il s'est observé une injection de la liquidité au cours de la semaine sous étude. En effet, alors que l'appel d'offres du 14 août 2024 visait 400 milliards de CDF pour le Bon à 7 jours et de 100 milliards pour celui de 28 jour, les soumissions reçues et retenues n'ont été que de 131,0 milliards de CDF et 11,5 milliards, respectivement.

Tableau 1. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 14 août 2024
(en milliards de CDF)

	Bornes supérieures des Fourchettes proposées	Soumissions Reçues	Soumissions Retenues
Bon BCC à 7 jours	400,0	131,0	131,0
Bon BCC à 28 jours	100,0	11,5	11,5
Bon BCC à 84 jours	-	-	-

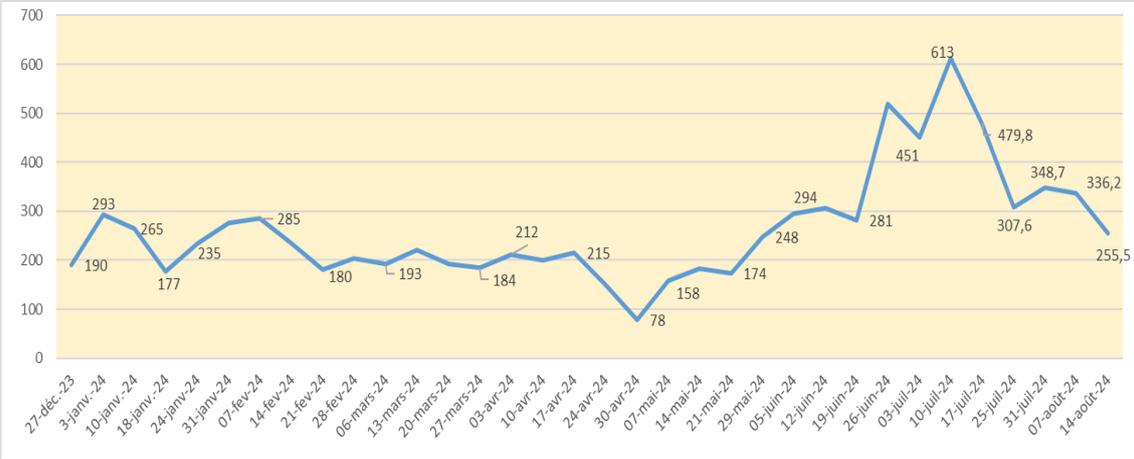
Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours du Bon BCC s'est situé à 255,5 milliards de CDF contre 336,2 milliards à la semaine précédente, traduisant une injection hebdomadaire de la liquidité de 80,7 milliards.

Cet encours est réparti de la manière suivante : 131,0 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours, 91,5 milliards pour celle à 28 jours et 33,0 milliards pour celle à 84 jours. Au 15 août 2024, les charges du Bon BCC ont atteint 40.114,35 millions de CDF.

Il convient de relever que n'eut été l'action via le bon BCC qui a ponctionné 255,5 milliards de CDF, la liquidité en monnaie nationale aurait dépassé 800,0 milliards de CDF.

Graphique 7. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

ANNEXES

Tableau 2. Évolution du taux d'inflation (en %)

Semaines	Inflation hebdomadaire		Inflation cumulée		Inflation annualisée		Inflation en glissement annuel	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Sem.1	0,174	0,135	0,174	0,135	9,484	7,254	13,266	23,702
Sem.2	1,350	0,747	1,527	0,882	48,280	25,658	14,688	22,965
Sem.3	0,764	0,163	2,303	1,047	48,378	19,788	15,367	22,232
Sem.4	0,236	0,325	2,544	1,376	38,627	19,440	15,467	22,341
Sem.5	0,230	0,200	2,780	1,579	32,995	17,694	15,599	22,305
Sem.6	0,168	0,386	2,952	1,971	28,676	18,431	15,670	22,571
Sem.7	0,610	0,334	3,580	2,312	29,863	18,504	16,266	22,235
Sem.8	0,574	0,177	4,175	2,493	30,454	17,356	16,819	21,752
Sem.9	0,275	0,229	4,461	2,728	28,680	16,822	17,003	21,697
Sem.10	0,267	0,141	4,740	2,873	27,227	15,868	17,083	21,545
Sem.11	0,380	0,170	5,138	3,048	26,724	15,249	17,036	21,290
Sem.12	0,302	0,331	5,456	3,389	25,884	15,535	17,009	21,325
Sem.13	0,242	0,402	5,711	3,805	24,877	16,109	16,894	21,519
Sem.14	0,277	0,131	6,004	3,941	24,181	15,439	16,703	21,342
Sem.15	0,146	0,146	6,159	4,093	23,022	14,919	16,639	21,342
Sem.16	0,203	0,124	6,374	4,222	22,242	14,384	16,635	21,247
Sem.17	0,380	0,318	6,779	4,553	22,217	14,590	16,867	21,171
Sem.18	0,213	0,247	7,006	4,811	21,606	14,538	16,897	21,212
Sem.19	0,201	0,243	7,221	5,066	21,024	14,482	16,868	21,263
Sem.20	0,204	0,301	7,440	5,382	20,512	14,603	16,774	21,381
Sem.21	0,173	0,477	7,626	5,885	19,959	15,210	16,568	21,748
Sem.22	0,232	0,175	7,876	6,070	19,625	14,945	16,421	21,679
Sem.23	0,505	0,300	8,421	6,388	20,056	15,027	16,729	21,430
Sem.24	0,702	0,537	9,182	6,959	20,966	15,692	17,287	21,231
Sem.25	0,240	0,198	9,445	7,171	20,649	15,494	17,300	21,179
Sem.26	0,593	0,209	10,093	7,395	21,205	15,336	17,700	20,717
Sem.27	1,375	0,399	11,607	7,824	23,552	15,612	19,022	19,555
Sem.28	4,010	0,312	16,082	8,160	31,910	15,682	23,483	15,305
Sem.29	0,184	0,146	16,295	8,318	31,087	15,404	23,434	15,262
Sem.30	0,150	0,129	16,470	8,458	30,248	15,112	23,339	15,238
Sem.31	0,164	0,178	16,661	8,651	29,498	14,933	23,253	15,254
Sem.32	0,153	0,186	16,839	8,853	28,775	14,780	23,080	15,292
Sem.33	0,166	0,176	17,034	9,045	28,127	14,619	22,953	15,303

Source : INS

**Tableau 3. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise :
Solde d'opinions pondérées (en %)**

	2023							2024						
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Solde global	31,24	31,51	32,07	32,91	33,82	27,12	28,81	32,02	33,00	33,61	34,14	35,21	35,88	36,01
Industrie manufacturière	8,73	7,43	7,19	6,64	10,97	10,40	10,25	13,14	12,01	12,85	12,55	14,72	14,32	14,50
Electricité et Eau	22,88	25,73	25,77	27,29	23,98	22,79	22,29	26,47	24,97	22,54	19,11	21,22	25,22	26,38
Industrie extractive	36,59	36,71	38,36	39,02	39,09	30,36	30,56	34,30	35,42	36,78	37,79	38,55	38,89	39,37
Construction	21,69	19,22	25,22	26,89	28,72	30,15	32,17	40,38	41,65	42,14	40,64	41,03	43,40	44,32
Services	11,56	14,17	17,94	16,53	15,17	10,51	18,91	18,25	16,85	18,12	16,37	18,03	19,22	20,59

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 4. Exécution du PTR de l'Etat au mois d'août 2023 et 2024
(En milliards de CDF)

	Réalizations 2023		Au 14 août 2024			Cumul au 14 août 2024		
	Mois d'Août	Cumul Août	Program.	Réal	Exéc. en %	Program.	Réal	Exéc. en %
Douanes et accises (DGDA)	426,7	3242,6	587,7	183,0	31,1	4108,0	3513,3	85,5
Impôts directs et indirects (DGI)	1395,8	6827,0	620,2	265,2	42,8	8176,7	9335,3	114,2
Recettes non fiscales (DGRAD)	288,4	1960,5	283,3	84,5	29,8	2253,7	2507,5	111,3
Pétroliers Producteurs	0,0	235,1	52,7	0,0	0,0	348,2	303,2	87,1
Dons et autres recettes	0,0	57,0	0,0	0,0	0,0	0,0	783,2	
Total revenus et dons	2111,0	12322,4	1544,0	532,7	34,5	14886,6	16442,4	110,5
Dépenses courantes	1481,4	9957,7	1476,8	456,4	30,9	11354,7	9659,3	85,1
Salaires	620,0	4828,1	674,3	77,5	11,5	5753,7	5008,5	87,0
Intérêt sur la dette	20,3	139,7	24,7	21,3	86,1	179,5	280,8	156,4
dont dette extérieure	0,2	41,5	10,4	10,4	100,0	53,5	83,0	155,3
Frais de fonct. Inst. et Min.	386,9	3126,3	505,2	140,5	27,8	3294,5	2405,3	73,0
Institutions Politiques	188,4	1284,2	216,8	59,8	27,6	1360,6	1148,6	84,4
Ministères	198,5	1842,1	288,4	80,7	28,0	1933,8	1256,7	65,0
Dépenses en capital	552,0	1673,0	376,1	13,1	3,5	1937,5	1688,6	87,2
Amortissement de la dette	13,3	196,3	8,8	2,0	22,3	227,4	243,8	107,2
Autres dépenses	811,5	2435,3	336,2	257,4	76,6	446,6	3972,8	889,6
dont élections	488,9	728,8	0,0	0,0	0,0	200,0	127,2	63,6
Total dépenses (+amort. dette)	2858,2	14262,3	2197,9	728,9	33,2	13966,1	15564,6	111,4
Solde de trésorerie	-747,2	-1940,0	-653,8	-196,2	30,0	920,5	877,8	95,4

Source : BCC, sur base du Plan de Trésorerie de l'Etat du Ministère des Finances (DGTCP).

Tableau 5. Evolution de l'encours des titres publics au 14 août 2024
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Instrument	Maturité	Total par maturité	Devise	Encours
Bon du Trésor indexé	3 MOIS		CDF	150 613 000 000,00
	6 MOIS	150 613 000 000,00		
Bon du Trésor USD	3 MOIS	22 000 000,00	USD	223 843 000,00
	6 MOIS	201 843 000,00		
Obligation du Trésor Indexée	15 MOIS	43 000 000 000,00	CDF	361 399 000 000,00
	18 MOIS	174 774 000 000,00		
	2 ANS	104 250 000 000,00		
Obligation du Trésor USD	4 ANS	39 375 000 000,00	USD	399 796 000,00
	15 MOIS	241 946 000,00		
	18 MOIS	139 100 000,00		
	2 ANS	18 750 000,00		
Total encours en milliards de CDF				2 285,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 6. Evolution des cours des produits de base

	31-juil.-23	31-août-23	29-déc.-23	29-mars-24	28-juin-24	31-juil.-24	1-août-24	7-août-24	14-août-24	Var hebdo en %
Pétrole (brent) \$/baril	85,30	87,19	77,87	87,30	85,63	80,32	80,31	78,36	79,98	2,07
Cuivre LME \$/tm	8 762,50	8 524,50	8 531,00	8 874,00	9 559,00	9 127,50	9 120,50	8 802,00	9 077,00	3,12
Cobalt LME (Cath 99,80%) \$/tonne	32 975,00	32 975,00	32 750,38	28 038,00	26 566,00	25 930,00	25 938,19	25 930,00	25 930,00	0,00
Or New York \$/o.t.	1 953,13	1 968,15	2 070,39	2 232,14	2 320,19	2 513,00	2 508,45	2 409,64	2 492,20	3,43
Riz Chicago \$/tonne	344,15	365,34	387,48	362,47	341,50	339,51	332,16	333,55	328,92	-1,39
Blé Chicago \$/tonne	242,94	222,10	228,40	204,82	212,17	197,02	195,37	198,38	199,93	0,78
Maïs Chicago \$/tonne	189,03	176,70	172,01	161,73	150,40	147,24	146,84	147,02	148,21	0,81

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau 7. Évolution comparative de la balance des biens 2023-2024
(en millions de USD)**

	Cumul juin 2023	Cumul juin 2024	Variation (%)
Exportations	13 871,85	19 238,73	38,69
Importations	14 202,16	13 848,91	-2,49
Solde	-330,31	5 389,82	-1 731,75

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 8. Évolution du taux de change à Kinshasa

Date	Cours indicatif		Cours parallèle			
	Moyen	Var. (%)	Acheteur	Vendeur	Moyen	Var. (%)
Evolution mensuelle du taux de change, et de sa variation (en %)						
31-janv-24	2730,9	-2,3	2683,7	2736,2	2710,0	-0,9
29-févr-24	2766,6	-1,3	2734,4	2763,8	2749,1	-1,4
29-mars-24	2786,5	-0,7	2793,1	2813,8	2803,4	-1,9
26-avr-24	2783,2	0,1	2776,9	2801,3	2789,1	0,5
31-mai-24	2812,7	-1,0	2810,0	2828,8	2819,4	-1,1
28-juin-24	2840,6	-1,0	2845,0	2873,8	2859,4	-1,4
31-juil-24	2852,6	-0,4	2835,6	2860,0	2847,8	0,4
Evolution hebdomadaire du taux de change, et de sa variation (en %)						
31-déc-23	2679,6		2670,0	2703,3	2686,7	
05-janv-24	2675,0	0,2	2669,2	2706,7	2687,9	-0,1
12-janv-24	2689,6	-0,5	2714,3	2767,7	2741,0	-1,9
19-janv-24	2684,5	0,2	2672,5	2707,5	2690,0	1,9
26-janv-24	2710,9	-1,0	2675,6	2731,3	2703,4	-0,5
02-févr-24	2718,3	-0,3	2686,9	2737,5	2712,2	-0,3
09-févr-24	2728,9	-0,4	2690,6	2782,5	2736,6	-0,9
16-févr-24	2733,3	-0,2	2700,0	2745,0	2722,5	0,5
23-févr-24	2757,6	-0,9	2736,3	2771,9	2754,1	-1,2
01-mars-24	2766,6	-0,3	2742,5	2767,6	2755,0	0,0
08-mars-24	2759,5	0,3	2737,5	2763,8	2750,6	0,2
15-mars-24	2763,4	-0,1	2753,3	2781,3	2767,3	-0,6
22-mars-24	2764,5	0,0	2755,0	2780,0	2767,5	0,0
29-mars-24	2784,1	-0,7	2793,1	2813,8	2803,4	-1,3
05-avr-24	2770,4	0,5	2769,4	2793,1	2781,3	0,8
12-avr-24	2781,8	-0,4	2771,9	2800,6	2786,3	-0,2
19-avr-24	2785,4	-0,1	2773,1	2790,6	2781,9	0,2
26-avr-24	2785,3	0,0	2776,9	2801,3	2789,1	-0,3
03-mai-24	2767,3	0,7	2781,9	2803,8	2792,8	-0,1
10-mai-24	2784,7	-0,6	2786,0	2807,5	2796,8	-0,1
16-mai-24	2793,4	-0,1	2794,4	2810,0	2802,2	-0,2
24-mai-24	2795,0	-0,1	2815,6	2842,5	2829,1	-1,0
31-mai-24	2810,1	-0,5	2810,0	2828,8	2819,4	0,3
07-juin-24	2822,2	-0,4	2816,3	2839,4	2827,8	-0,3
14-juin-24	2827,0	-0,2	2843,1	2861,9	2852,5	-0,9
21-juin-24	2842,5	-0,6	2842,5	2873,1	2857,8	-0,2
28-juin-24	2840,6	0,1	2845,0	2873,8	2859,4	-0,1
05-juil-24	2845,1	-0,2	2849,4	2881,9	2865,6	-0,2
12-juil-24	2840,5	0,2	2866,3	2886,9	2876,6	-0,4
19-juil-24	2833,3	0,3	2849,4	2864,4	2856,9	0,7
26-juil-24	2845,6	-0,4	2847,5	2863,1	2855,3	0,1
02-août-24	2848,8	-0,1	2841,9	2865,0	2853,4	0,1
09-août-24	2841,3	0,3	2860,0	2882,5	2871,3	-0,6
16-aout-24	2842,93	-0,06	2861,88	2882,50	2872,19	-0,03
Cumul annuel	-5,75					-6,46

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 9. Synthèse de l'évolution de la base monétaire
(en milliards de CDF, sauf indications contraire)

	déc-23	8-août-24	15-août-24	Var.hebdo
Actifs extérieurs nets	6 662,53	10 611,25	10 564,80	-46,45
Actifs intérieurs nets	2 241,97	-1 304,97	-1 171,75	133,22
Créances nettes sur l'Administration centrale	3 456,01	491,17	400,73	-90,44
Créances sur l'Administration centrale	4 027,57	4 027,57	4 027,57	0,00
Engagements envers l'Administration centrale	-571,56	-3 536,40	-3 626,84	-90,44
Base monétaire	8 904,50	9 306,27	9 393,05	86,78
Circulation fiduciaire	4 831,99	5 209,07	5 105,44	-103,63
Engagements envers les Autres Institutions de dépôts	4 053,21	4 037,11	4 227,52	190,41
Avoirs des banques commerciales à la BCC	3 195,68	2 758,41	2 860,94	102,53
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 454,70	2 355,15	2 314,04	-41,11
Réserves nettes des banques commerciales	740,98	403,25	546,90	143,64
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères	845,03	1 267,03	1 352,16	85,14
R.O en ME (En millions USD)	0,32	0,45	0,48	0,03

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 10. Synthèse de l'évolution des passifs monétaires au sens large
(en milliards de CDF)

	déc-23	8-août-24	15-août-24	Var.hebdo
Actifs extérieurs nets	20 890,85	28 094,58	28 048,14	-46,45
Actifs intérieurs nets	15 339,57	14 443,30	14 386,12	-57,19
Autres postes nets	-7 401,51	-9 714,57	-9 681,31	33,26
Passifs monétaires au sens large	36 230,42	42 537,89	42 434,25	-103,63
Numéraire hors Institutions de dépôts	4 527,58	4 858,72	4 755,09	-103,63
Dépôts transférables	20 690,49	24 600,26	24 600,26	0,00
Autres dépôts	11 012,36	13 078,91	13 078,91	0,00
Titres autres qu'actions	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Banque Centrale du Congo.